

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1960 Nr. 49

A. TITEL

*Overeenkomst inzake internationale uitwisseling van gegevens op het gebied van de burgerlijke stand, met modellen;
Istanbul, 4 september 1958*

B. TEKST

**Convention concernant l'échange international
d'informations en matière d'état civil**

Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, de la République Française, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas, de la Confédération Suisse et de la République Turque, membres de la Commission Internationale de l'état civil, désireux d'organiser d'un commun accord un échange international d'informations en matière d'état civil, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er

Tout officier de l'état civil exerçant ses fonctions sur le territoire de l'un des États contractants, doit, lorsqu'il dresse ou transcrit un acte de mariage ou de décès, en donner avis à l'officier de l'état civil du lieu de naissance de chaque conjoint ou du défunt, si ce lieu est situé sur le territoire de l'un des autres États contractants.

Toutefois, chaque État a la faculté de subordonner l'envoi de cet avis à la condition qu'il concerne un ressortissant de l'État destinataire.

Article 2

L'avis est établi conformément aux modèles annexés à la présente Convention.

Les renseignements à fournir sont inscrits dans les espaces réservés à cet effet sur la formule, le texte en caractères latins, les noms pa-

tronymiques et les noms de lieu en lettres capitales, les dates sont inscrites en chiffres arabes, les mois étant indiqués par un chiffre arabe, d'après leur rang dans l'année. Si l'autorité qui rédige l'avis ne possède pas le renseignement à fournir, l'espace correspondant est barré.

L'avis doit être signé par l'officier de l'état civil et revêtu de son sceau.

Dans les huit jours de l'établissement ou de la transcription de l'acte, cet avis est directement adressé par voie postale à l'officier de l'état civil destinataire.

Article 3

L'avis est utilisé par le destinaire ¹⁾ conformément aux lois et règlements de son pays.

Article 4

Les dispositions des articles précédents ne font pas obstacle à la transmission aux autorités d'un État contractant, par la voie diplomatique ou autre voie prévue par une convention particulière, de tout acte ou décision concernant l'état civil d'une personne née sur le territoire de cet État.

Article 5

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Celui-ci avisera les États contractants de tout dépôt d'instrument de ratification.

Article 6

La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour suivant la date du dépôt du deuxième instrument de ratification, prévu à l'article précédent.

Pour chaque État signataire, ratifiant postérieurement la Convention, celle-ci entrera en vigueur le trentième jour suivant la date du dépôt de son instrument de ratification.

Article 7

La présente Convention s'applique de plein droit sur toute l'étendue du territoire métropolitain de chaque État contractant.

Tout État contractant pourra, lors de la signature, de la ratification, de l'adhésion, ou ultérieurement, déclarer par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse que les dispositions de la présente Convention seront applicables à l'un ou plusieurs de ses territoires extra-métropolitains, des États ou des territoires dont les relations internationales sont assurées par lui. Le Conseil Fédéral Suisse

¹⁾ Lees: destinataire.

avisera de cette notification chacun des États contractants. Les dispositions de la présente Convention deviendront applicables dans le ou les territoires désignés dans la notification le soixantième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Tout Etat qui a fait une déclaration, conformément aux dispositions de l'alinéa 2 du présent article, pourra, par la suite, déclarer à tout moment, par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse, que la présente Convention cessera d'être applicable à l'un ou plusieurs des États ou territoires désignés dans la déclaration.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera de la nouvelle notification chacun des Etats contractants.

La Convention cessera d'être applicable au territoire visé, le soixantième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Article 8

Tout État membre de la Commission Internationale de l'état civil pourra adhérer à la présente Convention. L'État désirant adhérer notifiera son intention par un acte qui sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse. Celui-ci avisera chacun des États contractants de tout dépôt d'acte d'adhésion. La Convention entrera en vigueur, pour l'État adhérent, le trentième jour suivant la date du dépôt de l'acte d'adhésion.

Le dépôt de l'acte d'adhésion ne pourra avoir lieu qu'après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 9

La présente Convention peut être soumise à des révisions.

La proposition de révision sera introduite auprès du Conseil Fédéral Suisse qui la notifiera aux divers États contractants ainsi qu'au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'état civil.

Article 10

La présente Convention aura une durée de dix ans à partir de la date indiquée à l'article 6, alinéa 1er.

La Convention sera renouvelée tacitement de dix ans en dix ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra, au moins six mois avant l'expiration du terme, être notifiée au Conseil Fédéral Suisse, qui en donnera connaissance à tous les autres Etats contractants.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'État qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres États contractants.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Istanbul, le quatre septembre mil neuf cent cinquante-huit en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse et dont une copie certifiée conforme sera remise par la voie diplomatique à chacun des États contractants.

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne:

(s.) KURT FRITZ VON GRAEVENITZ

(s.) HANS G. FICKER

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

(s.) CHARLES GÉRARD

Pour le Gouvernement de la République Française:

(s.) GUY DELTEL

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg:

(s.) HENRI DELVAUX

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

(s.) TH. VAN SASSE VAN YSSELT

(s.) P. J. DE KANTER

Au moment de la signature de la présente Convention, les délégués du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas ont fait la déclaration suivante:

„Eu égard à l'égalité qui existe du point de vue du droit public entre les Pays-Bas, le Surinam et les Antilles néerlandaises, les termes „métropolitain” et „extramétropolitain” mentionnées dans la Convention perdent leur sens initial en ce qui a trait au Royaume des Pays-Bas et seront en conséquence, en ce qui a trait au Royaume, considérés comme signifiant respectivement „européen” et „non-européen”.”.

Pour le Gouvernement de la Confédération Suisse:

Pour le Gouvernement de la République Turque:

(s.) NECDET KENT

Modèle No. 1

Modèle de l'Acte de Décès

Face

— INTERNATIONALE ZIVILSTANDS KOMMISSION —
 — ABKOMMEN VOM 4 SEPTEMBER 1958 —

— COMMISSION INTERNATIONALE DE L'ÉTAT CIVIL —
 — CONVENTION DU 4 SEPTEMBRE 1958 —

A MONSIEUR L'OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL
 AN DEN STANDESBEAMTEN
 ALL' UFFICIALE DELLO STATO CIVILE
 AAN DE AMBTENAAR VAN DE BURGERLIJKE STAND
 NÜFUS MEMURU

— OVEREENKOMST VAN 4 SEPTEMBER 1958 —
 INTERNATIONALE COMMISSIE VOOR DE BURGERLIJKE STAND

LOCALITE

ORT

LUOGO

PLAATS

MAHAL

DÉPARTEMENT

KREIS

DISTREITO

PROVINCIE

VILAYET

ÉTAT

STAAT

STATO

STAAT

DEVLET

— COMMISSIONE INTERNAZIONALE DELLO STATO CIVILE — — BEYNELMILEL AHVALI SAHSIYE KOMISYONU —
 — CONVENZIONE DEL 4 SETTEMBRE 1958 — — 4 EYLUL 1958 TARIHLI MUKAVELE —

Verso

(INDIQUER ICI DANS LES CINQ LANGUES LE NOM DU PAYS DE L'EXPÉDITEUR)

COMMUNE DE
GEMEINDE
COMMUNE DI
GEMEENTE
MAHAL

DÉCÈS — TOD — MORTE — OVERLIJDEN — ÖLÜM

DATE ET LIEU DU DÉCÈS
TAG UND ORT DES TODES
DATA E LUOGO DELLA MORTE
DATUM EN PLAATS VAN OVERLIJDEN
ÖLÜM TARINI VE YERI

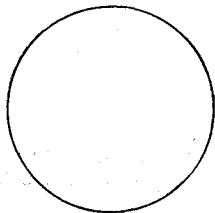
NOM
FAMILIENNAME
COGNOME
NAAM
SOYADI

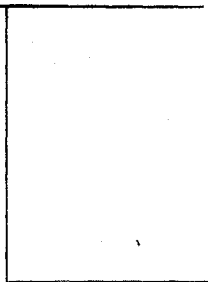
PRÉNOMS
VORNAMEN
PRENOMI
VOORNAMEN
ADI

DATE ET LIEU DE NAISSANCE
TAG UND ORT DER GEBURT
DATA E LUOGO DELLA NASCITA
DATUM EN PLAATS DER GEBOORTE
DOGUM TARINI VE YERI

SCEAU
SIEGEL
STAMPIGLIO
ZEGEL
MÜNÜR

SIGNATURE
UNTERSCHRIFT
FIRMA
HANDTEKENING
IMZA:





A MONSIEUR L'OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL
AN DEN STANDESBEAMTEN
ALL' UFFICIALE DELLO STATO CIVILE
AAN DE AMBTENAAR VAN DE BURGERLIJKE STAND
NÜFUS MEMURU

LOCALITÉ
ORT
LUOGO
PLAATS
MAHAL
DÉPARTEMENT
KREIS
DISTRETTO
PROVINCIE
VILAYET

.....
.....

ÉTAT
STAAT
STATO
STAAT
DEVLET

.....

Modèle de l'Acte de Mariage

Modelo No. 2

Face

— INTERNATIONALE ZIVILSTANDS KOMMISSION —
— ABKOMMEN VOM 4 SEPTEMBER 1958 —

INTERNATIONALE COMMISSIE VOOR DE BURGERLIJKE STAND
— OVEREENKOMST VAN 4 SEPTEMBER 1958 —

Verso

(INDIQUER ICI DANS LES CINQ LANGUES LE NOM DU PAYS DE L'EXPÉDITEUR)

COMMUNE DE
GEMEINDE
COMMUNE DI
GEMEENTE
MAHAL

MARIAGE — HEIRAT — MATRIMONIO — HUWELIJK — EVLENENME

DATE ET LIEU DU MARIAGE
TAG UND ORT DER HEIRAT
DATA E LUOGO DEL MATRIMONIO
DATUM EN PLAATS VAN HET HUWELIJK
EVLENENME TARINI VE YERI

NOM DU MARI — NAME DES
MANNES — NOME DELLO SPOSO —
NAAM VAN DE MAN — KOCANIN
SOYADI —:

PRÉNOMS — VORNAMEN — PRE-
NOMI — VOORNAMEN — ADI —:

NÉ LE
GEBOREN AM
NATO IL
GEBOREN DE
DOGUMU

À
IN
IN
TE
YERI

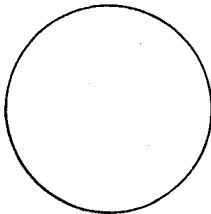
NOM DE LA FEMME — NAME DER
FRAU — NOME DELLA SPOSA —
NAAM VAN DE VROUW — KARL-
NIN SOYADI —:

PRÉNOMS — VORNAMEN — PRE-
NOMI — VOORNAMEN — ADI —:

NÉE LE
GEBOREN AM
NATA IL
GEBOREN DE
DOGUMU

À
IN
IN
TE
YERI

SCEAU
SIEGEL
STAMPIGLIO
ZEGEL
MÜNÜR



SIGNATURE
UNTERSCHRIFT
FIRMA
HANDTEKENING
IMZA:

C. VERTALING ¹⁾**Overeenkomst inzake internationale uitwisseling van gegevens op het gebied van de burgerlijke stand**

De Regeringen van de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk België, de Franse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden, de Zwitserse Bondsstaat en de Republiek Turkije, leden van de Internationale Commissie voor de burgerlijke stand, wensende in gemeenschappelijk overleg een regeling te treffen inzake internationale uitwisseling van gegevens op het gebied van de burgerlijke stand, zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1

Iedere ambtenaar van de burgerlijke stand, die zijn ambt op het grondgebied van een der Overeenkomstsluitende Staten uitoefent, dient, wanneer hij een huwelijks- of overlijdensakte verlijdt of overschrijft, van die akte kennis te geven aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de geboorteplaats van elk der echtgenoten of van de overledene, indien deze plaats op het grondgebied van een van de andere Overeenkomstsluitende Staten is gelegen.

Iedere Staat behoudt zich evenwel het recht voor om als voorwaarde voor toezending van de kennisgeving te stellen, dat deze betrekking heeft op een onderdaan van de Staat, voor welke het stuk bestemd is.

Artikel 2

Voor de kennisgevingen worden de aan deze Overeenkomst gehechte modellen geëzigd.

De te verstrekken gegevens worden in de hiervoor opengelaten ruimten op het formulier ingevuld, en wel de tekst in Latijnse letters, de geslachtsnamen en plaatsnamen in hoofdletters; de data dienen in Arabische cijfers te worden vermeld, evenals de maanden, naar hun volgorde in het jaar. Wanneer de autoriteit, die de kennisgeving opstelt, niet beschikt over een te verstrekken gegeven, wordt in de opengelaten ruimte een streep geplaatst.

De kennisgeving dient door de ambtenaar van de burgerlijke stand te worden ondertekend en van zijn stempel te worden voorzien.

De kennisgeving wordt binnen acht dagen na de datum van het verlijden of overschrijven van de akte rechtstreeks per post verzonden aan de ambtenaar van de burgerlijke stand voor wie het stuk bestemd is.

Artikel 3

De geadresseerde handelt met de kennisgeving overeenkomstig de wetten en voorschriften van zijn land.

¹⁾ Voor de bij de Overeenkomsten behorende modellen nrs. 1 en 2 zie hiervóór blz. 5-8.

Artikel 4

De in vorenstaande artikelen vervatte bepalingen laten onverlet, dat aan de autoriteiten van een Overeenkomstsluitende Staat langs diplomatieke weg of op enige andere, bij bijzondere overeenkomst geregelde wijze akten of beslissingen worden overgemaakt, welke betrekking hebben op de burgerlijke staat van een op het gebied van die Staat geboren persoon.

Artikel 5

Deze Overeenkomst zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd bij de Zwitserse Bondsraad.

Deze zal van elke nederlegging van een akte van bekrachtiging mededeling doen aan de Overeenkomstsluitende Staten.

Artikel 6

Deze Overeenkomst treedt in werking op de dertigste dag na de datum van nederlegging van de tweede akte van bekrachtiging als bedoeld in het vorige artikel.

Voor iedere ondertekenende Staat die de Overeenkomst later bekrachtigt, treedt deze in werking op de dertigste dag na de datum van nederlegging van zijn akte van bekrachtiging.

Artikel 7

Deze Overeenkomst is van rechtswege van toepassing in het gehele moederland van elke Overeenkomstsluitende Staat.

Elke Overeenkomstsluitende Staat kan bij de ondertekening, de bekrachtiging, de toetreding of nadien door middel van een aan de Zwitserse Bondsraad gerichte kennisgeving verklaren, dat de bepalingen van deze Overeenkomst van toepassing zullen zijn in een of meer van zijn buiten het moederland gelegen gebieden, van de Staten of van de gebieden, waarvan hij de internationale betrekkingen behartigt. De Zwitserse Bondsraad zal van deze kennisgeving aan ieder van de Overeenkomstsluitende Staten mededeling doen. De bepalingen van deze Overeenkomst worden van toepassing in het gebied of de gebieden, in de kennisgeving aangewezen, op de zestiende dag na de datum waarop de Zwitserse Bondsraad bedoelde kennisgeving heeft ontvangen.

Iedere Staat die een verklaring heeft afgelegd overeenkomstig het bepaalde in lid 2 van dit artikel kan nadien op ieder tijdstip door middel van een aan de Zwitserse Bondsraad gerichte kennisgeving verklaren, dat deze Overeenkomst zal ophouden van toepassing te zijn in een of meer van de Staten of gebieden, welke in de verklaring zijn aangewezen.

De Zwitserse Bondsraad zal van deze kennisgeving aan ieder van de Overeenkomstsluitende Staten mededeling doen.

De Overeenkomst houdt op van toepassing te zijn in het bedoelde gebied op de zestigste dag na de datum waarop de Zwitserse Bondsraad de voornoemde kennisgeving heeft ontvangen.

Artikel 8

Iedere Staat welke lid is van de Internationale Commissie voor de burgerlijke stand kan tot deze Overeenkomst toetreden. De Staat die wenst toe te treden, geeft van zijn voornemen kennis door een akte die wordt nedergelegd bij de Zwitserse Bondsraad. Deze zal van elke nederlegging van een akte van toetreding mededeling doen aan ieder van de Overeenkomstsluitende Staten. Voor de toetredende Staat treedt de Overeenkomst in werking op de dertigste dag na de datum van nederlegging van de akte van toetreding.

De nederlegging van de akte van toetreding kan niet plaats hebben dan nadat deze Overeenkomst in werking is getreden.

Artikel 9

Deze Overeenkomst kan worden herzien.

Het voorstel tot herziening wordt ingediend bij de Zwitserse Bondsraad, die daarvan kennis geeft aan de andere Overeenkomstsluitende Staten, alsmede aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand.

Artikel 10

Deze Overeenkomst wordt gesloten voor een periode van tien jaar te rekenen van de in het eerste lid van artikel 6 aangegeven datum.

De Overeenkomst wordt, behoudens opzegging, stilzwijgend telkens voor tien jaar verlengd.

De opzegging moet ten minste zes maanden voor het verstrijken van de termijn ter kennis worden gebracht van de Zwitserse Bondsraad, die hiervan aan alle andere Overeenkomstsluitende Staten mededeling zal doen.

De opzegging heeft slechts gevolg ten opzichte van de Staat die haar heeft gedaan. De Overeenkomst blijft van kracht voor de andere Overeenkomstsluitende Staten.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende vertegenwoordigers, daartoe behoorlijk gevolmachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Istanbul, vier september negentienhonderd achtenvijftig, in een enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in de archieven van de Zwitserse Bondsraad en waarvan een gewaarmerkt afschrift langs diplomatieke weg aan elk der Overeenkomstsluitende Staten zal worden toegezonden.

(Zie voor de ondertekeningen na de Franse tekst, hierboven blz. 4).

De vertaling van de bij de ondertekening voor het Koninkrijk der Nederlanden afgelegde verklaring luidt:

„Gezien de staatsrechtelijke gelijkheid van Nederland, Suriname en de Nederlandse Antillen verliezen de in de Overeenkomst voorkomende uitdrukkingen „moederland” en „buiten het moederland gelegen” voor wat betreft het Koninkrijk der Nederlanden hun oorspronkelijke betekenis; zij zullen voor wat het Koninkrijk betreft worden opgevat als betekenende onderscheidenlijk „Europees” en „niet-Europees”.”

D. GOEDKEURING

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, lid 2, der Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel 5, eerste lid, heeft de volgende Staat een akte van bekrachtiging bij de Zwitserse Bondsraad nedergelegd:

Frankrijk 24 september 1959

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel 6, eerste lid, in werking treden op de dertigste dag na die van nederlegging van de tweede akte van bekrachtiging.

J. GEGEVENS

Op de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand, welke Commissie in de preambule en elders in de Overeenkomst wordt genoemd, heeft betrekking een te Bern op 25 september 1950 ondertekend Protocol, waarvan tekst en vertaling zijn opgenomen in *Stb.* K 566. Zie ook *Trb.* 1952, 143.

Door de Commissie werden eerder voorbereid een op 27 september 1956 te Parijs gesloten Overeenkomst betreffende de afgifte van bepaalde uittreksels uit akten van de burgerlijke stand bestemd voor het buitenland (tekst en vertaling in *Trb.* 1957, 119; zie ook *Trb.* 1958, 36), alsmede een op 26 september 1957 te Luxemburg

gesloten Overeenkomst inzake kosteloze afgifte en vrijstelling van legalisatie van afschriften en uittreksels van akten van de burgerlijke stand (tekst en vertaling in *Trb.* 1958, 168).

Eveneens op 4 september 1958 werd te Istanbul ondertekend een Overeenkomst inzake verandering van geslachtsnamen en voornamen, waarvan tekst en vertaling zijn opgenomen in *Trb.* 1960, 48.

Uitgegeven de *elfde* mei 1960.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,

J. DE QUAY.